



**Congrès de l'AIMF
Lille, 5 au 7 novembre 2018**

« Sport et démocratie dans les territoires francophones »

Résolution

L'Assemblée des Maires francophones, réunie à Lille les 5 et 6 novembre 2018,

Rappelant son engagement en faveur des valeurs de la Francophonie, de la lutte contre la radicalisation, de son attachement à l'éthique publique et la responsabilité politique en matière de lutte contre les produits dopants,

Rappelant sa décision d'inscrire à son ordre du jour une réflexion concernant la place des activités physiques et sportives dans la ville,

Considérant le rôle des activités physiques et sportives dans le mieux vivre ensemble et dans le développement économique local,

Soulignant combien les activités physiques et sportives sont un moyen de promouvoir l'éducation, la santé et la paix,

Insistant sur la place des activités physiques et sportives dans l'épanouissement des personnes, notamment celle des jeunes, dans le développement de leurs dons, de leurs aptitudes physiques et de leur disponibilité sociale,

Regrettant que les activités physiques et sportives soient trop marginalisées dans les projets pédagogiques des écoles alors qu'elles sont un vecteur à privilégier pour l'acquisition de valeurs essentielles, pour plus de cohésion sociale, de dialogue interculturel et de mieux vivre ensemble,

Demande à l'AIMF de favoriser la mise en place d'une politique de ville destinée à démocratiser l'accès aux activités physiques et sportives en :

- ✚ mettant le sport de haut niveau au service du sport de masse
- ✚ soutenant le sport de quartier en finançant l'équipement d'espaces publics dédiés
- ✚ favorisant l'organisation de manifestations populaires sur le sport et le mieux vivre ensemble
- ✚ suscitant la formation et l'emploi dans les filières de l'économie du sport
- ✚ soutenant la diffusion des bonnes pratiques et facilement reproductibles par les acteurs publics et privés de l'éducation physique et sportive
- ✚ élaborant un code de bonnes pratiques qui puisse être emblématique du réseau des élus locaux francophones

- ✚ déclinant au niveau local les attentes des organisations internationales en matière de sport et d'éducation
- ✚ établissant des indicateurs de résultats afin de mieux faire apparaître la réalité de l'inclusion sociale par l'éducation physique et sportive, notamment par l'information sur les réussites individuelles ou collectives, par l'évolution du nombre de personnes formées ou le nombre de manifestations sportives organisées, par l'identification des sports les plus pratiqués, par l'évaluation de l'état des équipements et des niveaux d'encadrement, par le suivi des organisations locales et l'évolution du nombre de licenciés

S'engage à :

- ✚ renforcer les capacités techniques des services municipaux en charge de la gestion des installations et de l'éducation physique et sportive
- ✚ prendre en compte l'activité physique et sportive dans la politique de la ville en aménageant des parcours de santé ou en prévoyant des journées dédiées au sport
- ✚ promouvoir les sports traditionnels, notamment ceux des migrants, afin de susciter du mieux vivre ensemble et faciliter l'adhésion aux activités physiques
- ✚ élaborer des plaidoyers pour que :
 - les grands acteurs de la filière de l'économie du sport (Fédérations, clubs, tourisme sportif, équipementiers, etc...) consomment le plus possible local tant en offre de services qu'en matière d'équipements, circuit court pouvant s'inscrire dans le cadre de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises
 - les partenariats entre les clubs, les collectivités locales et le secteur privé puissent se développer librement
 - les quartiers disposent d'infrastructures adaptées en cohérence avec les schémas de développement urbain
 - le sport puisse offrir plus d'expressions de solidarités et de coopération afin d'obtenir plus de dialogue social et d'égalité des sexes
 - le sport et l'éducation sportive soient considérés comme un outil de développement social et culturel au cœur de l'école
 - les organisations sportives soient associées aux processus de préventions et de sortie de crise, en prenant part à la lutte contre le sectarisme ou l'intégrisme